

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité
Rapport financier trimestriel
Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements
importants quant au fonctionnement, au personnel et au programme
Pour le trimestre se terminant le 31 décembre 2015

INTRODUCTION

Le présent rapport trimestriel a été préparé par la direction, conformément à l'article 65.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et selon les modalités prescrites par la Norme comptable 1.3 du Conseil du Trésor. Le présent rapport financier trimestriel doit être lu en parallèle avec le *Budget principal des dépenses* et les rapports financiers trimestriels précédents.

Une description sommaire des activités du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité (CSARS) est disponible sous la partie II du *Budget principal des dépenses*. Pour de l'information sur le mandat du CSARS, prière de visiter son site web au <http://www.sirc-csars.gc.ca>.

Ce rapport financier trimestriel n'a pas fait l'objet d'une vérification externe ou d'un examen.

MÉTHODE DE PRÉSENTATION DU RAPPORT

Le présent rapport trimestriel a été préparé par la direction en utilisant une comptabilité axée sur les dépenses. L'état des autorisations joint à ce rapport inclut les autorisations de dépenser de l'organisme accordées par le Parlement et utilisées par l'organisme, conformément au *Budget principal des dépenses* pour l'exercice 2015-2016. Ce rapport financier trimestriel a été préparé en utilisant un référentiel à usage particulier (sur une base de comptabilité de caisse) conçu pour répondre aux besoins en information financière sur l'utilisation des autorisations de dépenser.

Le gouvernement ne peut dépenser sans l'autorisation préalable du Parlement. Les autorisations sont accordées en applications des lois portant affectation de crédits, sous forme de limites approuvées chaque année, ou par le truchement de lois sous forme de pouvoirs législatifs de dépenser à des fins déterminées.

Lorsque le Parlement est dissous pour la tenue d'une élection générale, l'article 30 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* autorise le gouverneur général, sous certaines conditions, à émettre un mandat spécial autorisant le gouvernement à retirer des fonds du Trésor. Un mandat spécial est considéré comme un crédit relatif à l'exercice au cours duquel il a été établi.

Le CSARS utilise la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale pour la préparation et la présentation de ses états financiers qui font partie du processus de rapport sur le rendement ministériel. Toutefois, les autorisations de dépenser votées par le Parlement sont encore établies en fonction d'une comptabilité axée sur les dépenses.

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité
Rapport financier trimestriel
Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements
importants quant au fonctionnement, au personnel et au programme
Pour le trimestre se terminant le 31 décembre 2015

FAITS SAILLANTS DES RÉSULTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS ET CUMULATIFS

Cette section met en évidence les éléments importants qui ont contribué à l'augmentation ou à la diminution nette des autorisations disponibles pour l'exercice et les dépenses réelles pour le trimestre finissant au 31 décembre 2015.

État des autorisations

Autorisations disponibles:

Le total des autorisations du CSARS pour 2015-2016 a diminué de 97 484 \$ par rapport à 2014-2015 (de 2 919 126 \$ en 2014-2015 à 2 821 642 \$ en 2015-2016). La diminution est principalement liée à une réduction de 97 026 \$ du report de fonds du budget de fonctionnement du CSARS de 122 300 \$ en 2014-2015 à 25 274 \$ en 2015-2016. Cette baisse est partiellement compensée par des petites augmentations dans le *Budget principal des dépenses* attribuable principalement aux augmentations de salaire.

Autorisations utilisées au cours du trimestre:

Les dépenses du CSARS pour 2015-2016 pour le trimestre se terminant le 31 décembre 2015 ont diminué de 57 842 \$ par rapport aux dépenses de 2014-2015 pour le même trimestre (de 719 960 \$ en 2014-2015 à 662 118 \$ en 2015-2016). De plus amples informations relatives à cette diminution sont fournies dans la section ci-dessous présentant l'état des dépenses budgétaires ministérielles par article courant des dépenses.

Cumul des autorisations utilisées:

De façon générale, le cumul des dépenses de 2015-2016 en date du 31 décembre 2015 a diminué de 218 461 \$ par rapport au cumul des dépenses de 2014-2015 pour la même période l'an dernier (de 2 115 228 \$ en 2014-2015 à 1 896 767 \$ en 2015-2016). La section sur l'état des dépenses budgétaires ministérielles par article courant, ci-dessous, fournit d'autres renseignements sur cette diminution.

État des dépenses ministérielles budgétaires par article courant

Autorisations disponibles:

Veuillez vous reporter à l'explication donnée à la section État des autorisations pour obtenir les renseignements connexes.

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité
Rapport financier trimestriel
Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et au programme
Pour le trimestre se terminant le 31 décembre 2015

Autorisations utilisées au cours du trimestre:

Les dépenses du CSARS de 2015-2016 pour le trimestre se terminant le 31 décembre 2015 ont diminué de 57 842 \$ par rapport aux dépenses de 2014-2015 pour le même trimestre. Cette diminution s'explique principalement par une diminution de 40 076 \$ en personnel et de 8 252 \$ en Autres subventions et paiements. Vous trouverez les explications de cette diminution à la section cumul des autorisations utilisées, étant donné qu'elles sont très similaires.

Cumul des autorisations utilisées:

La diminution de 218 461 \$ du cumul des dépenses utilisées à la fin du trimestre par rapport au cumul des dépenses utilisées pour la même période en 2014-2015 s'explique principalement comme suit:

Personnel

La diminution de 93 488 \$ en personnel est principalement attribuable à un report des dépenses de salaire au quatrième trimestre pour un employé en détachement.

Autres subventions et paiements

Une diminution de 73 540 \$ est principalement attribuable à un paiement unique de transition qui a eu lieu dans le premier trimestre de 2014-2015 pour la mise en œuvre du régime de paye en arrérages du gouvernement du Canada.

Transports et Communications

Une diminution en transports et communications de 35 104 \$ est principalement due à une réduction des frais de déplacement des employés qui ont participé à une conférence internationale destinée aux agences de contrôle en 2014-2015.

RISQUES ET INCERTITUDES

Ce rapport financier trimestriel (RFT) reflète les résultats de l'exercice en cours par rapport au *Budget principal des dépenses 2015-2016* (la totalité a été libérée le 19 juin 2015). Le CSARS n'a pas demandé de financement par le biais du *Budget supplémentaire des dépenses (A) ou (B) 2015-2016*. Une demande de financement a été faite lors du *Budget supplémentaire des dépenses (C)*.

Le CSARS continue d'adapter ses activités au rythme rapide des changements qui surviennent dans l'environnement du renseignement de sécurité et au niveau du roulement du personnel qui pourraient avoir une incidence importante sur les enquêtes relatives aux plaintes.

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité
Rapport financier trimestriel
Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements
importants quant au fonctionnement, au personnel et au programme
Pour le trimestre se terminant le 31 décembre 2015

CHANGEMENTS IMPORTANTS QUANT AU FONCTIONNEMENT, AU PERSONNEL ET
AUX PROGRAMMES

Les activités du CSARS vont augmenter en volume et en complexité en raison de l'élargissement du mandat du Service de renseignement de sécurité du Canada. Le CSARS a reçu l'approbation du CT en janvier 2016 pour les fonds d'accès au moyen du Budget supplémentaire des dépenses pour ces activités. Le gouvernement entreprendra un examen de la surveillance des activités liées au renseignement en 2016.

Approuvé par (version originale signée par):

Document original signé par

L'hon. Pierre Blais, C.P.
Président

Document original signé par

Michael E. Doucet
Directeur Exécutif
Dirigeant principale des finances

Ottawa, Canada
22 février 2016

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2015

ÉTAT DES AUTORISATIONS *(non vérifié) (note 2)*

	Exercice 2015-2016			Exercice 2014-2015		
	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016 (note 1)	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2015	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2015 (note 1)	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2014	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
<i>(en milliers de dollars)</i>						
Crédit 1 - Dépenses nettes de fonctionnement	2 505	583	1 686	2 610	617	1 883
Autorisations législatives budgétaires	317	79	211	309	103	232
Autorisations budgétaires totales	2 822	662	1 897	2 919	720	2 115
Autorisations totales	2 822	662	1 897	2 919	720	2 115

Note 1: N'inclut que les autorisations disponibles pour l'exercice et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

Note 2: Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2015

TABLE 1: Dépenses ministérielles budgétaires par article courant *(non vérifié) (note 2)*

	Exercice 2015-2016			Exercice 2014-2015		
	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016 (note 1)	Dépensées durant le trimestre terminé le 31 décembre 2015	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2015 (note1)	Dépensées durant le trimestre terminé le 31 décembre 2014	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
<i>(en milliers de dollars)</i>						
Dépenses:						
Personnel	2 229	503	1 540	2 202	543	1 633
Transports et communications	165	58	135	152	56	170
Information	27	13	27	17	13	25
Services professionnels et spéciaux	309	73	151	438	72	149
Location	40	8	20	47	16	41
Services de réparation et d'entretien	-	3	3	-	2	2
Services publics, fournitures et approvisionnements	26	6	17	63	6	14
Acquisition de matériel et d'outillage	26	0	4	-	5	7
Autres subventions et paiements	-	(2)	0	-	6	73
Dépenses budgétaires brutes totales	2 822	662	1 897	2 919	720	2 115
Dépenses budgétaires nettes totales	2 822	662	1 897	2 919	720	2 115

Note 1: N'inclut que les autorisations disponibles pour l'exercice et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

Note 2: Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.